

Recherches sociographiques



Robert BERNIER (dir.), *L'espace canadien : mythes et réalités : une perspective québécoise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 530 p.

Mario Polèse

Volume 53, numéro 1, janvier–avril 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008932ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1008932ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Polèse, M. (2012). Compte rendu de [Robert BERNIER (dir.), *L'espace canadien : mythes et réalités : une perspective québécoise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 530 p.] *Recherches sociographiques*, 53(1), 220–221.
<https://doi.org/10.7202/1008932ar>

les trois thèmes. On ressent à la lecture du recueil une impression d'éparpillement. Les textes sont courts, parfois trop. Malgré ces quelques réserves, les analyses et les questions posées par l'ouvrage sont pertinentes et stimulantes, et quiconque s'intéressant à la question de la mémoire et du politique au sein des sociétés occidentales contemporaines verra la lecture de cet ouvrage profitable.

Julien MASSICOTTE

Université de Moncton, campus d'Edmundston.
jmassico@umce.ca

Robert BERNIER (dir.), *L'espace canadien : mythes et réalités : une perspective québécoise*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 530 p.

Cet ouvrage collectif, sous la direction de Robert Bernier, professeur de marketing gouvernemental et politique à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), réunit dix-sept contributions originales portant sur le fonctionnement de l'État fédéral et sur la gouvernance de l'espace économique canadien. Vingt-deux auteurs ont contribué à l'ouvrage, dont dix-sept affiliés à l'ÉNAP. Cette affiliation institutionnelle donne le ton de l'ouvrage, « très ÉNAP ». Cela n'est pas une tare, mais cela nous apprend d'entrée de jeu qu'il ne s'agit pas d'un livre de géographie (ma première impression à cause du titre), mais d'un ouvrage où les disciplines dominantes sont la science politique, l'économie et la gestion.

Par « très ÉNAP », je veux dire des textes généralement sobres, solides et factuels, dans la tradition des grands mandarins de l'État québécois. La France a ses énarques, nous avons nos énapiens. Quelques textes à saveur plus polémique se sont glissés dans l'ouvrage, comme l'étrange plaidoyer de Filip Palda en faveur de la démocratie directe, mais pour la grande majorité il s'agit de contributions qui cherchent davantage à informer qu'à convaincre. L'ouvrage est organisé sous forme thématique. La couverture est presque encyclopédique. Ainsi, on y trouvera, à titre d'illustration, des contributions portant sur les transports, l'eau, la politique étrangère canadienne, la santé, les Autochtones et les sociétés publiques de l'État canadien. Les sujets et les auteurs sont trop nombreux pour tous les traiter dans cette courte recension ; je m'excuse à l'avance auprès des contributeurs qui ne sont pas nommés ici.

Chaque chapitre thématique vise à présenter l'état des lieux à l'aide, souvent, de nombreux tableaux et figures, en mettant l'accent sur le rôle de l'État fédéral, mais avec un regard particulier sur le Québec. Ainsi, Emmanuel Nyahoho présente un portrait actualisé, solidement documenté, du commerce international du Canada, l'évolution des avantages comparatifs, et les enjeux pour la politique commerciale canadienne. Le chapitre de Jean-Thomas Bernard sur l'énergie propose une bonne synthèse de la place du Canada comme pays producteur d'énergie et sur la politique énergétique canadienne. Gérard Divay (avec Taulant Dedja) trace un portrait exhaustif de la place des municipalités dans le régime fédéral canadien. D'autres contributions sont plus difficiles à situer, comme celle de Jean-Luc Migué et Gérard Bélanger sur la convergence interrégionale des revenus dans

une économie intégrée (le Canada, en l'occurrence). Les auteurs y livrent leur message, prévisible pour qui connaît leurs écrits, sur l'inutilité des interventions de l'État, que ce soit en matière de développement économique ou de promotion de la langue française.

Dans le dernier chapitre, Robert Bernier présente les résultats d'un sondage CROP réalisé en 2009 sur la perception des Québécois à l'égard de l'État fédéral, sous forme de trente-deux tableaux. Les conclusions générales de l'ouvrage, ensuite, se présentent sous forme de résumés des dix-sept chapitres. Devant la richesse des contributions, on aurait souhaité que le directeur de l'ouvrage en profite pour terminer avec une réflexion plus globale sur la gestion de l'espace économique canadien et les défis du lien fédéral, une occasion manquée. C'est dommage.

Mario POLÈSE

INRS-Urbanisation, Culture et Société.

mario.polese@ucs.inrs.ca

André CHARBONNEAU et Laurier TURGEON (dirs), *Patrimoines et identités en Amérique française*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 316 p.

Construction du temps et construction sociale, le patrimoine, qu'il soit matériel ou immatériel, est fait de mutations constantes, de mélanges et de médiations entre une réappropriation et une actualisation du passé. Les différents rapports au passé que constituent la mémoire et l'histoire évoluent et contribuent à la formation identitaire.

L'ouvrage *Patrimoines et identités en Amérique française* réunit une quinzaine de spécialistes qui s'entendent sur le fait qu'en Amérique française, il y a plusieurs patrimoines qui renvoient à autant d'identités.

Nombreux sont les chercheurs qui ont abordé le patrimoine et l'identité, et cela depuis longtemps. Par contre, les synthèses sont plutôt rares et les questionnements toujours en évolution. Les contributions sont regroupées dans l'ouvrage en quatre parties distinctes soit : 1- Politique patrimoniale et industrie touristique, 2- Construction patrimoniale et patrimonialisation, 3- Patrimoine immatériel/ Patrimoine vivant, 4- Commémoration. Chacune des parties pose clairement les enjeux actuels en ce qui a trait aux enjeux nouveaux du patrimoine et se penche sur la continuité dans un monde de plus en plus caractérisé par la mobilité, les mutations et l'éphémère.

Les spécialistes proposent, à partir de quelques exemples concrets, des démarches analytiques dont la portée dépasse considérablement la vision traditionnelle du patrimoine. L'ouverture face aux nouvelles tendances ainsi qu'aux grands courants internationaux (économique, social, culturel et territorial) renforce la compréhension multidisciplinaire des notions de patrimoine et de patrimonialisation. L'ouvrage fait prendre conscience de la valeur du patrimoine comme moyen privilégié de construction identitaire.